



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



JOURNÉE MONDIALE DE L'OcéAN



Le Togo appelle à sauver l'océan P.4

SHELTER AFRIQUE



Le Maroc au centre de la 45e Assemblée générale P.2

Le Maroc accueillera la 45e Assemblée générale annuelle (AGA) de la Banque de développement Shelter Afrique. Prévue du 9 au 11 juin 2026 au Sofitel Jardin des Roses à Rabat, ces réunions annuelles comprennent...

RIGA 2026

Page 3

Le Directeur Général de la BRVM partage son expertise et l'expérience de l'UEMOA



Équipez votre quotidien avec le Climatiseur DUALCOOL AI Air

Des équipements performants, soutenus par un service après-vente RAMCO reconnu pour sa réactivité et son expertise.



LG SHOPPE
91 91 06 06 91 91 04 04
91 91 05 05 70 75 31 47

LG_Togo Ramco togo

Shelter Afrique

Le Maroc au centre de la 45^e Assemblée générale

Le Maroc accueillera la 45^e Assemblée générale annuelle (AGA) de la Banque de développement Shelter Afrique. Prévues du 9 au 11 juin 2026 au Sofitel Jardin des Roses à Rabat, ces réunions annuelles comprendront un symposium annuel, une table ronde ministérielle, les réunions statutaires de la Banque, des visites sur le terrain et une série d'échanges commerciaux et d'investissement axés sur le financement du logement, les infrastructures résilientes au changement climatique et la transformation urbaine.

Patience SALLAH

Organisée sous le thème « L'avenir des villes : financer un développement urbain inclusif, vert et résilient », cette réunion de haut niveau devrait rassembler des ministres du Logement et des Finances, des décideurs politiques, des investisseurs, des institutions de financement du développement, des urbanistes et des acteurs du secteur privé de toute l'Afrique afin de débattre des stratégies visant à accélérer le développement urbain durable et la mise à disposition de logements

abordables sur l'ensemble du continent.

S'exprimant en amont de l'événement, Thierno Habib Hann, directeur général de la Banque de développement Shelter Afrique, a déclaré que l'AGM intervenait à un moment critique pour les villes africaines, alors que les gouvernements et les partenaires de développement recherchent des solutions de financement innovantes pour faire face à l'urbanisation rapide, aux déficits de logements et aux défis climatiques.

« L'assemblée générale annuelle de cette année offre



aux dirigeants africains et aux parties prenantes une plateforme stratégique pour repenser l'avenir des villes et renforcer les partenariats qui favoriseront un développement urbain inclusif et résilient à travers le continent », a-t-il déclaré.

Mme Fatima-Zahra Mansouri, ministre marocaine de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Logement et de la Politique

de la ville, s'est félicitée de l'organisation prochaine de cet événement, soulignant qu'il reflète l'engagement du pays à promouvoir le développement urbain durable et à renforcer la coopération continentale en matière de logement et d'urbanisme.

« En tant que pays, nous souhaitons utiliser cette plateforme pour partager notre expérience en matière de transformation urbaine tout

en approfondissant les partenariats qui soutiennent un logement abordable et résilient au changement climatique à travers l'Afrique », a-t-elle déclaré.

L'AGM devrait attirer des délégués des 44 États membres de la Banque, ainsi que des représentants d'institutions multilatérales, de partenaires de développement, du secteur privé et d'organisations non gouvernementales.

L'accueil de cette réunion par le Maroc souligne le rôle croissant du pays dans la promotion d'initiatives de logement durable et de développement urbain en Afrique, tout en renforçant l'engagement de la Banque de développement Shelter Afrique à favoriser la collaboration régionale et l'investissement dans des projets urbains transformateurs.

ZLECAf

Un levier de croissance et d'emplois pour le Togo

Le Togo met la ZLECAf sous la loupe à Aného, acquis, défis et perspectives pour transformer l'intégration africaine en moteur de croissance et d'emplois.

Bernard AFAWOUBO

Le Ministère délégué chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité organise du 02 au 05 juin 2026, un atelier d'évaluation de la mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). Cette rencontre a réuni administrations publiques, secteur privé, organisations professionnelles et experts impliqués dans le processus. L'objectif est d'analyser les résultats préliminaires, identifier les acquis, relever les défis et formuler des recommandations pour renforcer l'intégration du Togo au mar-

ché unique africain.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Koffi Vinyo Mensah, Directeur de Cabinet du Ministre délégué, en présence des cadres du secrétariat exécutif de la ZLECAf et de consultants.

Au nom du Gouvernement, il a rappelé l'engagement du Togo à mettre en œuvre les mesures juridiques, réglementaires et institutionnelles nécessaires pour accompagner les entreprises nationales, notamment les PME, afin qu'elles tirent pleinement profit de ce marché continental.

Il a rendu hommage au Président du Conseil, Faure Es-

sozimna Gnassingbé, pour ses actions concrètes en faveur de l'intégration africaine.

Lors du forum Biashara Afrika 2026, le Chef de l'État avait annoncé une mesure phare à savoir l'exemption de visa de 30 jours pour tous les ressortissants africains détenteurs d'un passeport officiel.

Des thématiques clés pour l'intégration

Les participants ont examiné les progrès réalisés dans plusieurs domaines stratégiques notamment la facilitation des échanges ; l'accès aux marchés ; le développement des chaînes de valeur régionales ; et les mesures d'accompagnement pour les opérateurs économiques



Les échanges permettront d'enrichir le rapport provisoire grâce aux contributions des experts, garantissant une évaluation représentative des réalités du terrain.

Les recommandations issues de l'atelier contribueront à l'élaboration de stratégies visant à améliorer la compétitivité des entreprises togolaises et à renforcer leur participation au commerce

intra-africain.

À travers cette initiative, le Gouvernement réaffirme son engagement à promouvoir une mise en œuvre efficace de la ZLECAf, afin de stimuler la croissance économique, créer des emplois et favoriser un développement durable au bénéfice des populations.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

RIGA 2026

Le Directeur Général de la BRVM partage son expertise et l'expérience de l'UEMOA

Le Directeur Général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, partage à Riga, en Lettonie, son expertise et l'expérience de l'UEMOA en matière de marché financier régional avec les pays baltes : l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie.

À l'invitation de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a eu l'honneur de participer, ce 5 juin 2026, à la 35ème Assemblée annuelle et au Forum des affaires.

Cette rencontre a été l'opportunité pour le Directeur Général de la BRVM d'échanger avec plusieurs décideurs de haut niveau, notamment M. Kristupas Vaitiekūnas, Ministre des Finances de la Lituanie, autour des enjeux liés à la construction de marchés de capitaux régionaux intégrés.

Au cours de ces discussions, animées par Mme Katie Martin, journaliste au Financial Times, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a partagé l'expérience de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) dans la création et le développement d'un marché financier régional construit autour des principaux atouts ci-après : une banque centrale unique (BCEAO), une monnaie commune (FCFA), une intégration économique engagée depuis 1994 (UEMOA), ainsi qu'un cadre juridique harmonisé (OHADA). Le Directeur Général de la BRVM a présenté les principaux défis qui ont été relevés pour bâtir ce modèle régional :

- la mise en place d'une autorité régionale de régulation (AMF-UMOA) et la création d'institutions privées démutualisées, notamment la BRVM et le Dépositaire

Central/Banque de Règlement (DC/BR), grâce à la mobilisation d'investisseurs institutionnels et particuliers issus des pays de l'Union afin de constituer le capital aux côtés des États membres ;

- les enjeux technologiques liés à l'interconnexion des huit pays, avec une égalité d'accès au marché pour tous les courtiers et investisseurs, quel que soit leur pays de résidence ;

- la migration des sociétés historiquement cotées à la Bourse des Valeurs d'Abidjan (BVA) vers la BRVM avant le lancement officiel des transactions, le 16 septembre 1998.

Aujourd'hui, avec 47 sociétés totalisant une capitalisation de 16 966 milliards de FCFA, soit 30,03 milliards de dollars, et 205 lignes obligataires représentant 12 029 milliards de FCFA, soit 21,3 milliards de dollars, la BRVM, cinquième bourse d'Afrique, est considérée comme un succès politique, technologique et économique.

L'audience a manifesté un vif intérêt pour la solidité et la crédibilité des infrastructures de marché de l'UEMOA, notamment leur interconnexion, ainsi que pour l'évolution, au fil des années, de la base d'investisseurs institutionnels et particuliers. Ces sujets constituent également des défis majeurs pour les trois pays baltes.

Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a également présenté les réformes et actions en cours visant à renforcer le dynamisme de la BRVM : la pour-



suite des privatisations dans les pays de l'Union, l'encouragement des sorties de fonds de private equity par la bourse, les admissions volontaires des champions nationaux et des PME, l'amélioration de la liquidité du marché par des réformes de microstructure (élargissement du flottant, fractionnement des titres, mise en place de market makers, allongement des heures de cotation, etc.), ainsi que le renforcement de l'éducation financière des populations.

L'expérience des privatisations et des introductions en bourse (IPO) qui s'en sont suivies sur le marché financier régional de l'UEMOA, ainsi que les efforts déployés en matière d'éducation financière, constituent des sources d'inspiration pour les pays baltes.

Le Directeur Général de la BRVM a enfin partagé avec l'auditoire la vision stratégique de l'institution à l'ho-

zison 2030, fondée notamment sur deux axes majeurs :

- l'intégration des nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle, dans les processus boursiers ;

- le développement de la finance durable afin de positionner davantage la BRVM comme une place financière de référence en Afrique.

La BRVM se réjouit de la convergence des problématiques et des réflexions qui ouvrent la voie à des perspectives de coopération susceptibles de naître entre l'UEMOA et les pays baltes afin d'accélérer leur développement grâce à une contribution accrue des marchés de capitaux et à une coopération renforcée avec des institutions internationales, notamment la BERD.

À ce jour, la BERD dispose d'un capital de base de 34 milliards d'euros et a investi plus de 210 milliards d'euros dans près de 7 000 projets. Depuis quelques années,

elle poursuit son expansion sur le continent africain, avec un accent particulier sur le développement du secteur privé, des infrastructures durables et des marchés de capitaux. Elle a ouvert, en 2025, des bureaux à Abidjan, Dakar et Cotonou.

Les trois pays baltes représentent, quant à eux, environ 6 millions d'habitants pour un PIB cumulé de près de 180 milliards de dollars américains. Ils disposent de bourses nationales mais sont regroupés au sein du Nasdaq Baltic, dont la capitalisation boursière cumulée est estimée à plus de 11,46 milliards d'euros pour 70 sociétés cotées. La Lituanie constitue la plus grande économie de la région, tandis que l'Estonie se distingue par son leadership technologique et numérique.

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com



Journée mondiale de l'océan

Le Togo appelle à sauver l'océan

Le ministre délégué chargé de l'Économie maritime exhorte les Togolais à sauver l'océan, pilier de l'économie bleue et mémoire vivante des communautés côtières. Voici l'intégralité du message du ministre en charge de l'Économie maritime, Kokou Edem TENGUE.

**MESSAGE DU MINISTRE DÉLÉGUÉ
CHARGÉ DE L'ÉCONOMIE MARITIME
à l'occasion de la JOURNÉE MONDIALE DE L'OCÉAN**

Lomé, le 8 juin 2026

« Réimaginer l'océan »

Mesdames, Messieurs les acteurs du monde maritime, Distingués partenaires de l'économie bleue, Chères communautés de pêcheurs, chères populations côtières, Chers compatriotes, J'ai l'honneur de m'adresser à vous, en ce 8 juin 2026, à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan. Mais aujourd'hui, plus encore que d'un devoir protocolaire, c'est d'une conviction intime et d'une urgence qui me brûle la poitrine que je voudrais vous entretenir. L'océan n'est pas une étendue d'eau. Il est notre plus ancien voisin, notre plus grand pourvoyeur, et — il faut oser le dire — notre plus silencieuse victime. Il a porté nos pères dans leurs pirogues, nourri nos enfants, façonné les chants de nos veillées et l'architecture même de nos villes côtières. Il est notre mémoire, notre garde-manger, notre route et notre horizon. Et pourtant, jour après jour, vague après vague, nous lui rendons en pollutions, en filets fantômes, en plastiques, en eaux usées, en sables arrachés, ce qu'il nous offre en patience et en abondance. Je l'ai dit à Aného, devant les femmes mareyeuses, devant les jeunes pêcheurs et les anciens du rivage : nous sommes en pleine crise océanique. Nous prenons l'océan pour une décharge. Nous prélevons sans compter ce que nous n'avons pas planté. Nous déversons en quelques heures ce que l'océan met des décennies à digérer. Et lorsque le trait de côte recule, lorsque la mangrove s'efface, lorsque la

sardinelle se raréfie, lorsque les enfants d'Agbodrafo ou de Kodjoviakopé voient leurs maisons englouties par les flots, c'est la dignité même de notre Nation maritime qui est blessée. C'est précisément pourquoi le thème retenu cette année par les Nations Unies — « Réimaginer l'océan » — résonne comme une convocation à la lucidité et à la responsabilité. Réimaginer l'océan, ce n'est pas le contempler, c'est le sauver. Ce n'est pas en parler, c'est l'habiter autrement. C'est cesser de le considérer comme un héritage inépuisable et commencer à le traiter comme ce qu'il est : un bien commun de l'humanité, fragile et fini, dont nous sommes les dépositaires devant les générations à venir. Pour notre pays, cette responsabilité n'est ni théorique ni lointaine. Près de 70 % de nos activités économiques sont adossées à la façade maritime ; plus de 75 % de nos recettes fiscales en proviennent. Notre Port autonome de Lomé, parmi les plus performants du Golfe de Guinée, est tout à la fois le poumon de notre économie et le trait d'union de l'Afrique de l'Ouest avec le monde. Sauver l'océan, ce n'est donc pas un slogan : c'est, très concrètement, défendre nos emplois, notre souveraineté alimentaire, nos recettes publiques, l'avenir de notre jeunesse et la stabilité de notre Nation. Cette ambition, le Togo la porte de longue date, et il la porte haut. Sous l'impulsion personnelle, constante et clairvoyante de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBÉ, Président du Conseil, notre pays s'est doté d'un cadre institutionnel inédit, avec la création d'un département

ministériel spécifiquement dédié à l'économie maritime — choix politique courageux dont peu d'États africains peuvent encore se prévaloir. C'est sous Sa haute conduite que le Togo a accueilli, en octobre 2016, le Sommet historique de Lomé sur la sûreté et la sécurité maritimes, qui a donné naissance à la Charte africaine sur la sûreté, la sécurité maritimes et le développement en Afrique — texte fondateur que notre continent doit à la vision togolaise. Sous Son leadership encore, notre pays a ratifié, ou est en passe de ratifier, l'ensemble des grands instruments internationaux qui structurent la gouvernance des océans : la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, les conventions de l'Organisation maritime internationale sur la pollution, la sécurité de la vie en mer et la formation des gens de mer, la Convention du travail maritime, sans oublier la signature, par notre pays, de l'Accord BBNJ sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions nationales — instrument historique dont la ratification est aujourd'hui soumise à la représentation nationale. À chaque étape, le Président du Conseil a placé le Togo en première ligne de la diplomatie océanique mondiale. Qu'il en soit, en cette journée du 8 juin, très respectueusement remercié au nom de toute la communauté maritime nationale. Mais l'État, seul, ne sauvera pas l'océan. Aucun gouvernement, aucun ministère, aucun décret ne tient devant la marée si les acteurs eux-mêmes ne se lèvent pas. C'est pourquoi je veux, depuis cette tribune, en appeler à vous toutes et à vous



tous, qui faites vivre, chacun à sa place, notre grand récit maritime. À vous, gens de mer, marins-pêcheurs, armateurs et capitaines, qui partez avant l'aube et rentrez après les étoiles : votre savoir-faire est notre première richesse. À vous, autorités portuaires et administrations maritimes, dont la rigueur quotidienne fait tenir tout l'édifice. À vous, chercheurs, océanographes, ingénieurs et étudiants, qui éclairez nos décisions de la lumière de la science. À vous, femmes mareyeuses et transformatrices, gardiennes silencieuses de la chaîne alimentaire de nos foyers. À vous, jeunesse des villages côtiers, qui rêvez d'une mer où il fera bon vivre et travailler. À vous, partenaires techniques et financiers, dont l'appui amplifie nos efforts. À vous tous, je dis, simplement : merci. Et je dis surtout : continuons ; faisons davantage ; faisons mieux ; faisons ensemble. Réimaginer l'océan, pour le Togo, c'est étendre nos aires marines protégées et leur donner les moyens d'une protection réelle. C'est traquer, sans complaisance, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée. C'est lutter pied à pied contre l'érosion côtière, dans la continuité

du projet WACA, et contre la pollution plastique qui défigure nos plages. C'est former massivement notre jeunesse aux métiers bleus du XXI^e siècle. C'est faire entendre, dans chaque enceinte internationale, la voix d'un Togo maritime, fier, exigeant et solidaire de tous les peuples qui partagent ce même bleu. Que cette Journée mondiale de l'océan ne soit pas une commémoration de plus. Qu'elle soit, pour chacune et chacun d'entre nous, le serment renouvelé de tenir parole devant la mer. Car la mer, elle, n'oublie rien. Elle se souvient des promesses tenues comme des promesses trahies. Et lorsque, demain, nos enfants viendront sur le rivage demander des comptes à notre génération, je voudrais que nous puissions leur répondre, le regard clair et la conscience apaisée : « Nous avons fait notre part ; nous avons réimaginé l'océan ; nous vous le rendons vivant. » Vive l'océan. Vive l'économie bleue togolaise. Vive le Togo.

Kokou Edem TENGUE
Ministre délégué, chargé de l'Économie maritime

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 5 juin 2026

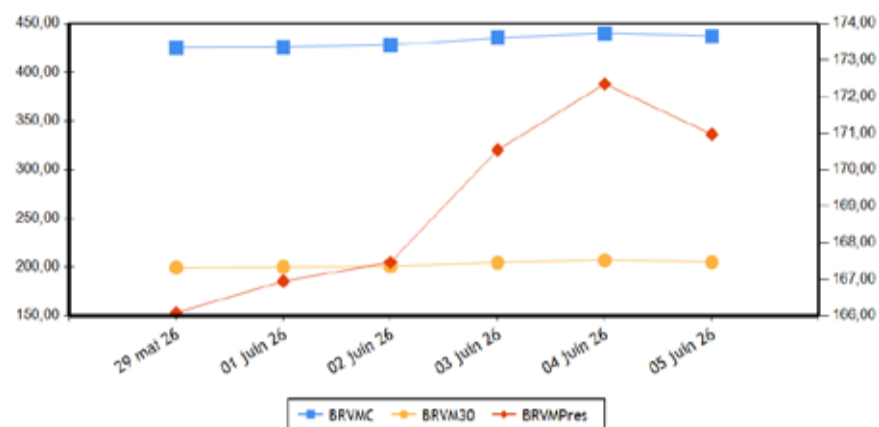
N° 104

BRVM COMPOSITE	437,24
Variation Jour	-0,66 %
Variation annuelle	26,46 %

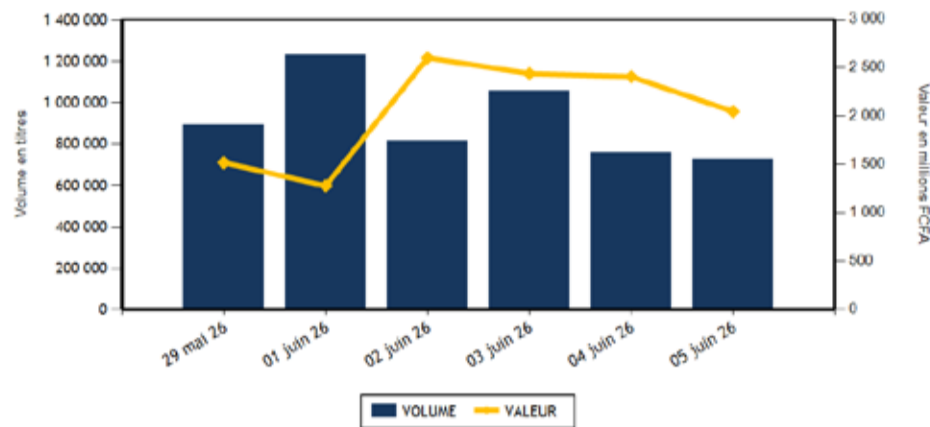
BRVM 30	205,37
Variation Jour	-0,83 %
Variation annuelle	23,54 %

BRVM PRESTIGE	170,97
Variation Jour	-0,80 %
Variation annuelle	18,52 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 856 122 120 927	-0,65 %
Volume échangé (Actions & Droits)	713 633	-3,76 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 930 451 869	-14,41 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	23	-8,00 %
Nombre de titres en baisse	18	20,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 029 245 870 158	0,00 %
Volume échangé	12 358	-21,95 %
Valeur transigée (FCFA)	118 763 400	-22,87 %
Nombre de titres transigés	6	-33,33 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	6	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
PALM CI (PALC)	8 255	7,49 %	1,91 %
CIE CI (CIEC)	5 320	7,47 %	125,42 %
SICABLE CI (CABC)	3 975	7,43 %	68,43 %
SETAO CI (STAC)	2 960	5,71 %	123,40 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	22 000	3,77 %	104,08 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ONATEL BF (ONTBF)	2 905	-5,37 %	16,90 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 900	-4,92 %	0,00 %
SONATEL SN (SNTS)	28 500	-3,36 %	9,11 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	31	-3,13 %	34,78 %
SOGB CI (SOGC)	8 305	-2,87 %	5,13 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	170,97	-0,80 %	18,52 %	95 747	1 031 758 550	12,66
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	309,37	0,34 %	42,14 %	606 109	881 656 344	16,01

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	172,70	-0,03 %	29,71 %	701 856	1 913 414 894	13,72

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	106,87	-2,90 %	12,61 %	19 768	379 968 260	10,74
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	189,32	0,07 %	9,42 %	27 069	58 180 215	50,57
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	198,51	0,45 %	36,10 %	523 399	771 636 664	13,99
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	274,17	0,14 %	26,88 %	66 017	518 939 300	9,62
BRVM - INDUSTRIELS	6	206,16	0,61 %	55,79 %	49 062	111 978 470	15,85
BRVM - ENERGIE	4	148,78	-0,69 %	34,14 %	9 650	33 084 895	17,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	228,52	5,62 %	115,79 %	6 891	39 627 090	21,27

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,72
Taux de rendement moyen du marché	6,20
Taux de rentabilité moyen du marché	7,17
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 736 358,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 858 117 462,66

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	28,59
Ratio moyen de satisfaction	33,78
Ratio moyen de tendance	118,18
Ratio moyen de couverture	84,62
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	1,54
Nombre de SGI participantes	34

Niger

Le gazoduc transsaharien de plus de 4 000 KM ouvre la voie à un nouveau statut de hub énergétique régional

La position Niger comme l'un des maillons les plus stratégiques du paysage énergétique africain est en passe de se confirmer. En effet, après plus de deux décennies de discussions, l'Algérie, le Nigeria et le Niger ont officiellement lancé les travaux du gazoduc transsaharien (TSGP), un projet géant de plus de 4 000 kilomètres, destiné à acheminer le gaz nigérian vers les marchés européens en transitant par le territoire nigérien.

Le lancement du chantier dans la région algérienne d'Adrar ce 4 juin, marque une étape décisive pour l'un des plus ambitieux projets d'infrastructures énergétiques du continent. Au-delà de sa dimension énergétique, le TSGP pourrait profondément transformer la position géoéconomique du Niger, appelé à devenir un corridor incontournable entre les importantes réserves gazières du Nigeria et les marchés internationaux.

Le Niger au cœur d'un corridor énergétique continental

Selon le schéma retenu, le gazoduc reliera les gisements gaziers du Sud du Nigeria à la plateforme énergétique algérienne de Hassi R'Mel, l'un des plus grands centres gaziers d'Afrique, avant de rejoindre les réseaux d'exportation vers l'Europe. Entre les deux géants énergétiques que sont le Nigeria et l'Algérie, le Niger occupe une position géographique centrale. Le pays verra transiter sur son territoire une infrastructure stratégique dont la capacité pourrait atteindre entre 20 et 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an.

Dans cette architecture régionale, Niamey ne se contente pas d'être un simple pays de passage. Le futur gazoduc devrait renforcer son rôle de plateforme énergétique régionale et créer de nouvelles opportunités économiques à travers les recettes de transit, les investissements dans les infrastructures et le développement d'activités connexes.

Pour le Niger, l'enjeu dépasse largement le cadre énergétique. En devenant



un maillon central de ce corridor gazier continental, le pays pourrait attirer de nouveaux investissements, renforcer ses infrastructures, accroître ses revenus de transit et améliorer son intégration dans les grands réseaux commerciaux régionaux. Si les défis financiers et sécuritaires restent importants, le lancement effectif des travaux constitue un signal fort. Il marque le passage d'un projet longtemps considéré comme théorique à une phase concrète de réalisation. Cette évolution pourrait ouvrir une nouvelle séquence de son développement économique et consacrer son émergence comme acteur incontournable des échanges énergétiques entre l'Afrique et l'Europe.

Un projet estimé à plusieurs milliards de dollars

Malgré l'avancée enregist-

trée avec le lancement des travaux, plusieurs défis majeurs demeurent. Le premier concerne le financement. Initialement estimé à 13 milliards de dollars en 2006, le coût du projet avait été réévalué à près de 20 milliards de dollars en 2014. Les conclusions de la dernière étude de faisabilité n'ont toutefois pas été rendues publiques, laissant planer des interrogations sur le coût réel de l'investissement.

La mobilisation des ressources financières nécessaires constitue donc l'un des principaux enjeux des prochaines années. Les observateurs s'interrogent notamment sur le niveau d'implication des partenaires financiers internationaux et sur un éventuel soutien européen. À cela s'ajoutent les défis sécuritaires liés à la protection d'une infrastructure traversant plusieurs zones

sensibles du Sahel, ainsi que les questions techniques relatives au raccordement des infrastructures existantes au Nigeria.

Le gazoduc transsaharien

Alors que les travaux du segment algérien ont officiellement démarré, le Niger prévoit de lancer la construction de son propre tronçon au début de l'année 2027. Long d'environ 720 kilomètres, ce segment constituera une pièce essentielle du dispositif global. Sa réalisation devrait générer d'importantes retombées économiques à travers la création d'emplois directs et indirects, la mobilisation d'entreprises locales et le développement de nouvelles infrastructures dans les zones traversées. Pour les autorités nigériennes, le projet représente également une opportunité de renforcer l'accès à l'énergie dans certaines régions du pays et d'accélérer l'intégration économique avec ses voisins. Le lancement du TSGP intervient dans un contexte international marqué par une profonde reconfiguration des marchés énergétiques mondiaux.

Depuis la réduction des importations européennes de gaz russe, l'Union européenne cherche activement à diversifier ses sources d'approvisionnement. Cette situation confère au projet transsaharien une importance stratégique particulière. Pour le Niger, cette nouvelle configuration pourrait se traduire par un renforcement de son poids géopolitique et économique au sein du Sahel et de l'espace euro-africain. Du côté du Nigeria, le gazoduc offrira une nouvelle voie d'exportation complémentaire aux expéditions de gaz naturel liquéfié (GNL). Quant à l'Algérie, déjà fournisseur d'environ 12 % des importations gazières européennes, il permettra de consolider davantage sa position sur le marché énergétique du continent.

Un tronçon nigérien de 720 kilomètres attendu dès 2027

Campagne nationale de distribution des MII

Le bilan à mi-parcours du dénombrement présenté au CLO-Golfe 5

Lomé, 6 juin (ATOP) – Le Comité local d'organisation (CLO) de la campagne nationale de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticides (MII) dans la commune Golfe 5 a examiné, le vendredi 6 juin à Lomé, le bilan à mi-parcours de l'opération de dénombrement des ménages.

Cette rencontre a permis aux acteurs impliqués d'évaluer l'état d'avancement de l'opération, de relever les difficultés rencontrées sur le terrain et de proposer des mesures correctives pour assurer l'atteinte des objectifs fixés.

Présentant le bilan au nom du rapporteur, le superviseur de campagne, M. Kodjo Papa Ahiankou, a indiqué que le dénombrement des ménages, lancé le 26 mai dernier, affiche un taux de couverture de 93 %. La commune Golfe 5 couvre les zones d'Adidogomé et de Djijolé, qui comptent respectivement 19 et 12 sites de distribution. Selon le rapport, plusieurs facteurs ont contribué à cette performance,



notamment l'efficacité de la communication communautaire et médiatique, la forte mobilisation sociale, l'adhésion des populations,

quelques difficultés, notamment de la saison pluvieuse qui complique les déplacements, de l'absence de cer-

taines occupants lors du passage des agents recenseurs, du manque d'entrepôts sur certains sites et de l'insuffisance des mesures de sécurisation des lieux de stockage. À l'issue des échanges, le CLO a recommandé le renforcement de la sensibilisation des populations, la poursuite du suivi rapproché des équipes de terrain, l'amélioration de la sécurisation des sites et la mise en place de solutions adaptées pour le stockage des moustiquaires.

Le secrétaire général de la préfecture du Golfe, M. Koffi Joël Sotowou, représentant le préfet, président du CLO, a félicité les équipes pour les résultats obtenus à mi-parcours. Il a exhorté les différents acteurs à maintenir la mobilisation et la rigueur dans l'exécution de leurs tâches afin d'assurer une couverture complète des ménages et de garantir le succès de cette campagne de santé publique.

le match. C'est un match différent parce que tout le monde vient de faire un nul. Tout le monde va essayer d'apprendre de ce résultat. »

Déjà tournés vers le Bénin

Au-delà du résultat du jour, le défenseur de l'équipe nationale préfère retenir les enseignements qui permettront au groupe de progresser.

Dans l'esprit du capitaine, l'objectif est désormais de récupérer et de préparer minutieusement la prochaine confrontation face au Bénin. « Nous allons essayer d'étudier cette équipe du Bénin et voir comment la contrecarrer ».

Le rendez-vous face aux Guépards représente une nouvelle occasion pour le staff technique de poursuivre son travail d'évaluation et pour

les joueurs de confirmer les bonnes dispositions affichées face à la Centrafrique. Dakonam Djene affiche d'ailleurs clairement les ambitions du groupe pour cette deuxième rencontre de la fenêtre FIFA. « Mon équipe, nous sommes tous motivés pour ce rassemblement. Nous sommes là pour gagner. Donc nous sortirons mardi contre le Bénin pour gagner le match ».

Une déclaration qui témoigne de la détermination des Éperviers à poursuivre le travail de préparation à quelques mois du début des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027. Face au Bénin, le Togo cherchera à transformer les promesses entrevues contre la Centrafrique en victoire afin de conclure ce rassemblement sur une note positive.

Journées FIFA

« Nous allons apprendre de ce match » : le regard lucide de Dakonam Djene après RCA-Togo

Capitaine des Éperviers lors du match nul (1-1) face à la République centrafricaine vendredi à Mohammédia, Dakonam Djene n'a pas caché une certaine frustration au terme de la rencontre. Malgré le match nul, le défenseur togolais estime que son équipe avait les moyens de faire mieux.

Au coup de sifflet final, le sentiment dominant dans le camp togolais était celui d'une occasion manquée. Dominateurs durant une grande partie de la rencontre, notamment en seconde période, les Éperviers ont multiplié les initiatives offensives sans parvenir à faire la différence après l'égalisation de Kevin Denkey. Pour le capitaine des Éperviers, le manque d'efficacité devant le but explique en grande partie le résultat final. « Nous repartons avec un goût amer. On avait des occasions. Malheureusement, on n'a pas pu mettre plus d'un but et là on repart avec un point. Mais je pense

qu'on pouvait mieux faire, surtout en attaque, essayer de marquer des buts ».

Une analyse qui rejoint celle du sélectionneur Patrice Neveu, lequel a également souligné les insuffisances offensives observées au cours de la rencontre.

Une opposition de qualité

Si le Togo a affiché une nette domination dans le jeu par séquences, Dakonam Djene reconnaît également les qualités de l'adversaire du jour. La République centrafricaine a notamment posé des problèmes grâce à sa puissance physique et à la vitesse de

ses attaquants. « Ils ont des qualités franchement, surtout des qualités physiques. Ils en ont également en attaque. Ils ont trois joueurs qui vont très vite et devant le but, ils sont très efficaces ».

Après avoir ouvert le score en première période grâce à Goduine Koyalipou, les Fauves ont défendu avec beaucoup d'abnégation pour préserver leur avantage le plus longtemps possible. Malgré cela, les Éperviers ont réussi à reprendre le contrôle du match après la pause avant d'être récompensés par l'égalisation de Kevin Denkey.

Pour Dakonam Djene, la prestation de la sélection togolaise reste globalement encourageante malgré le résultat. Il évoque aussi le résultat du Bénin, prochain adversaire du Togo qui a également enregistré un match nul : « Nous avons dominé



Vivez pleinement la Coupe Du Monde

Jusqu'à **-25%*** sur les télévisions LG



Du **03 Juin** au **19 Juillet**

<p>TV OLED 83" achetée</p> <p>+</p> <p>XBOOM Stage offerte</p>		<p>TV QNED 100" achetée</p> <p>+</p> <p>XBOOM XG8T offerte</p>
--	---	--

+228 70 75 31 47 / 91 91 05 05

Life's Good.